

Mesdames et Messieurs,

Le 11 juin prochain se décidera, à l'occasion des élections législatives, le destin de la France. J'ai l'honneur de solliciter vos suffrages pour vous représenter en tant que député dans la 11° circonscription des Bouches-du-Rhône.

Jeune entrepreneur de 30 ans, installé depuis une décennie sur Aix, terre familiale, j'y ai appris à apprécier les atouts de notre territoire. J'en retiens la qualité de nos facultés où j'ai effectué mon parcours universitaire jusqu'à obtenir un master dans la recherche en économie. L'attractivité de ses pôles économiques où je suis amené à me déplacer professionnellement. Et enfin cette douceur de vivre dans de multiples endroits du territoire propices aux ballades que j'affectionne. Mon engagement ces dernières années au sein de plusieurs associations de défense de nos droits et libertés fondamentales m'a convaincu que la dignité de chaque personne passe par le respect absolu de ces mêmes droits et libertés. Je suis convaincu également que de leur mise en œuvre découle directement la paix et la prospérité économique. Un système de liberté exprime l'essence même de la civilisation. Ma candidature se veut la continuité de ce combat, enracinée autour de valeurs et de principes que sont la défense de la vie, de la liberté, de la propriété et de la responsabilité. Je fais miens les mots de Georges Pompidou "Arrêtez donc d'emmerder les Français" et avec votre voix, au Parlement, je me ferais le défenseur infatigable de l'idée que la loi doit rester modeste et générale. Que chaque personne devienne enfin maître de son destin. La fin des carcans dans lesquels la France a été mise par des générations de technocrates signifiera de grandes opportunités pour les Français. Nous avons tout pour redevenir en quelques années la nation la plus prospère au monde pourvu que nous posons les bons diagnostiques.

Mes deux principaux chantiers dans cette optique seront donc la défense des particularités locales contre le centralisme ambiant et la proposition d'avoir recours à des mécanismes de démocratie directe (référendum d'initiative populaire, local et national). L'autonomie et l'indépendance financière de chacun de nos territoires alliées à un plus fort pouvoir de décision des citoyens sont, je pense, une condition de ce changement de cap à impulser.

NOS PROPOSITIONS

Depuis des décennies la même caste de politiciens et d'énarques se targuent de vouloir diriger nos vies, jusque dans les plus petits détails. Le résultat est accablant : la France est en quasi faillite, bien que nous soyons écrasés par une fiscalité parmi les plus lourde au monde, nous sommes asphyxiés par le poids des normes et des réglementations, soumis à une administration tentaculaire.

Il est temps de changer de perspective : la solution ne viendra pas de quelques uns, en haut, qui seraient omniscients et omnipotents, mais elle viendra de l'énergie, de la créativité, de l'envie, de chacun et de chacune.

Le rôle de l'élu n'est pas d'imposer des solutions toutes faites pour coller à tel ou tel canevas idéologique, mais de permettre la libération de tous ces talents.

Un Etat recentré et efficace

L'Etat veut tout faire, et finit par tout faire mal.

- Recentrage sur les fonctions régaliennes : justice, sécurité, défense
- Prise de décision au plus près du citoyen, décentralisation et déconcentration des pouvoirs et des administrations
- Référendum d'initiative populaire

Libérer l'économie au service de l'emploi

Un constat évident : seules des entreprises prospères créent des emplois pérennes.

Si le politique ne peut pas garantir qu'une entreprise sera et restera prospère, son devoir est de tout faire pour qu'elle puisse l'être, au lieu de chercher à l'entraver.

- Simplification du droit du travail : un code du travail hérité de la révolution industrielle et inadapté à l'heure de la révolution numérique, illisible et tatillon, comprenant près de 20 fois plus d'articles que le code suisse, par exemple, et qui agit comme un frein à l'embauche.
- Réduction du coût du travail par l'instauration du salaire complet et du libre choix de la protection sociale.

En ouvrant au libre choix la protection sociale, et en favorisant l'émergence d'offres concurrentielles, en premier lieu issu du secteur mutualiste, il sera possible de proposer une couverture meilleure à moindre coût, tout en maintenant des mécanismes de solidarité pour ceux qui en ont besoin.

- Réduction drastique de la fiscalité, des ménages comme des entreprises. Un euro d'impôt payé est un euro qui ne sera pas ensuite utilisé dans le secteur productif, autant d'argent qui manque à nos entreprises pour vendre et investir.

Nous pouvons y parvenir par un plan d'économies drastiques, et une politique de désendettement volontariste, comprenant aussi des cessions d'actifs.

Libérer les choix de vie

Chacun doit être libre de mener sa vie comme il l'entend, dans le respect des droits d'autrui, nous n'avons pas à subir les diktats d'une petite caste d'élites auto proclamées.

- Liberté d'éducation : mise en place d'un chèque éducation avec autonomie progressive des établissements scolaires, qui seront libres de proposer des fonctionnements innovants, et qui permettra aux parents de choisir réellement ce qui est le mieux pour leurs enfants.
- Liberté de logement : les règles d'urbanisme et de constructibilité doivent se décider localement, par les habitants concernés.
- Abolition des lois hygiénistes : nous n'avons pas besoin d'un état nounou, nous sommes des adultes responsables de leurs choix.



DURBAL2017.FR
PARTILIBERTARIEN.FR